



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

| Nombre de Membres | | |
|------------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Afférents au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 58 |

Objet de la délibération:
**Politique de la Ville
- Contrat de Ville
2015-2020**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOIS pouvoir à Stéphan CERET, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Richard STRAMBIO, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sylvie FRANCIN, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES, Alain HAINAUT, Florence LEROUX, Christine NICCOLETTI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : - 8 JUL. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le - 8 JUL. 2015

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2014- 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU la loi de finances 2015, organisant notamment l'application de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties,

VU la loi dite « MAPTAM » du 27 janvier 2014 relatif au transfert de la gestion des fonds européens aux Régions,

VU l'accord de partenariat entre l'Etat et l'Union Européenne du 8 août 2014,

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU la circulaire du Premier Ministre du 26 mars 2014 relative à l'animation et à la mise en œuvre par l'administration territoriale de l'État des conventions d'objectifs pour les quartiers de la politique de la ville,

VU la circulaire du Premier Ministre du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération,

VU la circulaire interministérielle du 28 novembre 2014 relative à l'intégration des enjeux d'éducation au sein des contrats de ville,

VU la circulaire interministérielle du 5 décembre 2014 relative à l'intégration des enjeux de santé au sein des contrats de ville,

VU la circulaire interministérielle du 6 mars 2015 relative à la mobilisation et à l'adaptation des politiques de transport et de mobilité en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

VU la circulaire interministérielle du 25 mars 2015 relative à la mise en œuvre des mesures en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le champ du développement de l'activité économique et de l'emploi,

VU la circulaire interministérielle du 25 mars 2015 relative à l'intégration des enjeux et de la place du sport au sein des contrats de ville,

VU la circulaire ministérielle du 11 juin 2014 relative à la mise en œuvre par le Ministère de la Justice de la circulaire du Premier Ministre du 26 mars 2014,

VU la circulaire du 15 octobre 2014 organisant les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville,

VU le cadre national d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la qualité de vie urbaine du 29 avril 2015,

VU le projet de contrat de ville 2015-2020,

La politique de la ville qui est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants, est conduite par les collectivités territoriales et leur groupements, l'Etat dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Le vote de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine vise à concentrer les moyens publics sur les territoires les plus en difficulté. S'inscrivant dans une géographie prioritaire resserrée, cette réforme veut renforcer la lisibilité, la cohérence et l'efficacité de la politique de la ville.

La réforme sera mise en œuvre par les contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et d'autre part, les communes et l'EPCI concerné.

Elle mobilise et adapte en tout premier lieu les actions relevant des politiques publiques de droit commun et, lorsque la nature des difficultés le nécessite, met en œuvre les instruments qui lui sont propres.

Les contrats de ville nouvelle génération succèdent à compter de 2015 au contrat urbain de cohésion sociale. Ils constituent le cadre d'action d'une politique de la ville renouvelée.

Le présent contrat de ville est un document « vivant », amené à évoluer et s'enrichir régulièrement de conventions d'application, d'annexes financières, de plans d'actions détaillés. Il prend la forme d'un contrat-cadre unique intégrant les dimensions sociales, urbaines, économique révisable annuellement. Il mobilise l'ensemble des partenaires concernés sur le territoire de l'intercommunalité et s'inscrit dans le processus de co- construction avec les habitants, avec les associations, avec les acteurs économiques et les bailleurs sociaux et s'appuie notamment sur la mise en place de conseils citoyens.

En conséquence, et au vu de l'avis de la commission Politique de la ville du 9 juin 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.